

## COMMISSION POUR LA LIBERATION DE LA CROISSANCE FRANCAISE

Note de Stéphane Boujnah

Le contexte radicalement différent de celui qui prévalait en août 2007 appelle de ma part quelques suggestions spontanées de méthode, au delà des quelques propositions de substance qui ont été demandées.

### 1 – METHODE

#### 1.1 Hier:

- **Dehors.** Le succès de la phase 1 reposait assez largement sur plusieurs facteurs extérieurs:

- (i) un début de quinquennat permettant d'envisager des décisions effectivement mises en oeuvre dans un calendrier d'action politique ouvert,
- (ii) un climat de croissance modérée, à peine assombri par les premiers effets de la crise des *subprime* survenue en août 2007,
- (iii) un climat social et politique autorisant les projections positives à travers des initiatives de transformation de la société marquées par la transparence, la mobilité et la concurrence,
- (iv) une curiosité médiatique à l'égard de tout ce qui pouvait sembler neuf dans la démarche.

- **Dedans.** Le succès de la phase 1 reposait aussi sur plusieurs choix internes essentiels:

- (i) une composition de la Commission aussi éclectique que possible,
- (ii) une atmosphère de débat respectueux et positif sans esprit de polémique stérile,
- (iii) une indépendance incontestable,
- (iv) une intensité réelle des travaux sous l'effet combiné d'une présidence énergique et d'un corps de rapporteurs efficaces,
- (v) le choix du consensus pour "trancher" les débats.

#### 1.2 Aujourd'hui:

Si l'objectif de la phase 2 consiste à produire un nouveau rapport pour juillet 2010, alors nous devons tenir compte des transformations profondes des facteurs extérieurs évoqués ci-dessus, et sans doute être plus attentifs encore aux exigences de méthode internes qui ont permis le succès de la phase 1.

- **L'été.** Après les élections régionales du printemps, viendra juillet 2010 au coeur de l'avant-dernier été du quinquennat. Par nature, rien de ce qui sera dit et écrit sur le bilan de l'action des pouvoirs publics, ou sur les mesures qui doivent être conduites avant le printemps 2012, ne sera anodin puisque ces éléments constitueront des éléments susceptibles d'alimenter le jugement des français et des media. Dès lors l'indépendance de la Commission, qui était une condition de confort intellectuel dans la phase 1, devient une exigence éthique et politique absolue dans la phase 2. C'est pourquoi, nos propositions devront être délibérément affichées comme étant de nature à enjamber les échéances de 2012.

- **Bilan.** L'analyse de la mise en oeuvre des "décisions" proposées dans le premier rapport me paraît un exercice assez complexe et artificiel car:

(i) la formulation de ces "décisions" était hétérogène et couvrait des mesures concrètes autant que des objectifs lointains,

(ii) les pouvoirs publics ont traité ces mesures avec des niveaux très variables d'intégration dans le droit positif ou dans des politiques publiques, allant de la véritable réforme au simple effet d'annonce,

(iii) quand ces "décisions" ont été mises en oeuvre, elles ont parfois été dénaturées par les arbitrages du Gouvernement, sans doute soucieux d'équilibrer l'ensemble de ses priorités, ou par la discussion parlementaire dans le cadre de la légitime délibération au sein des assemblées,

(iv) les "décisions" mises en oeuvre sans ambiguïté reflètent assez largement les orientations de la majorité. Rien de très normal à cela. On ne s'étonnera pas ainsi que la plus grande partie des "décisions" relatives au logement, mais aussi une très grande partie des "décisions" relatives à la mobilité, aient été peu mises en oeuvre; les pouvoirs publics en responsabilité aujourd'hui n'ont pas été élus pour poursuivre ces priorités,

(v) à supposer même que l'on soit capable de faire un bilan exhaustif de la mise en oeuvre des "décisions", cette analyse sera nécessairement, dans le contexte des prochains mois, interprétée comme un *satisfecit* ou une critique, d'autant plus qu'elle sera documentée.

- **Comment.** Pour garantir une véritable créativité dans nos travaux de la phase 1, nous nous étions largement affranchis de la contrainte du "comment" pour nous focaliser sur le "pourquoi" et le "quoi". A l'arrivée, notre rapport avait été perçu comme un exercice trop parisien, en partie parce qu'il avait été mal compris, mais aussi parce que notre groupe avait peut-être ignoré quelques réalités comme les exclus et les réalités rurales. Cette approche ne me paraît plus possible dans un climat de récession, ou de croissance faible et fragile, où le groupe des frileux et sceptiques face à nos propositions de janvier 2008 a été rejoint par des centaines de milliers de nos concitoyens qui ont perdu leur travail et qui associent leurs difficultés aux excès d'une économie de marché diabolisée de tous côtés depuis douze mois. C'est pourquoi, tout nouveau rapport de la Commission devrait à mon sens développer la réflexion sur les conditions de l'adhésion du plus grand nombre aux réformes que nous proposons, et du partage équitable des coûts qui y sont associés. Nous avons tenté cet exercice, de manière transversale, dans la dernière partie du premier rapport. Il faudra sans doute s'imposer une plus grande discipline pour proposer un *modus operandi* pour chaque nouvelle "décision" proposée.

## 2 – SUBSTANCE

### 2. 1 Sortie de crise:

Le nouveau rapport devrait, à mon sens, se focaliser sur une seule question "quelles sont les trois, quatre, maximum cinq, mesures prioritaires qui doivent être mises en oeuvre pour garantir qu'au sortir de la phase la plus brutale de la crise économique, notre appareil productif et notre structure sociale seront mieux à même d'assurer une croissance forte que lorsque que nous sommes entrés dans cette crise ?". Ce tamis de la sortie de crise devrait nous permettre d'éliminer les mesures "nice to have" pour nous focaliser sur les mesures "must do". De même, en nous limitant à un nombre très restreint de priorités, pourrions nous faire un effort de quantification d'impact.

Par ailleurs, je ne suis pas sûr que nous pourrions éliminer le débat sur "quelle fiscalité de la croissance ?" que nous avons écarté, faute de consensus, dans le premier rapport. Des évidences s'imposent désormais à tous bien plus violemment qu'avant la crise. Compte tenu de l'ampleur de la dette et des déficits publics, la préservation de quelques marges d'action publique nécessitera inéluctablement, au cours des prochaines années, et un accroissement massif de la pression fiscale et une réduction douloureuse de la dépense publique. Où accroître la fiscalité et où réduire la dépense publique pour préserver la croissance ? Le poids respectif de la fiscalité sur le patrimoine, le travail et la consommation est-il le plus adapté à la croissance ? telles sont deux questions devenues incontournables pour notre commission pour préparer la sortie de crise.

## 2.2 Priorités:

A ce stade préliminaire de nos discussions, il me semble que les quatre priorités de sortie de crise devraient être recherchées à l'intérieur des objectifs suivants.

- **Déverrouiller la mobilité:** Pour les familles, la crise fige les parcours individuels. Pour les entreprises, la crise rend les erreurs de gestion mortelles. L'après-crise doit avoir éliminé les deux ou trois verrous les plus évidents qui empêchent les individus et les entreprises de se projeter dans des itinéraires radicalement différents. C'est sans doute là que la fiscalité de la mobilité doit être inventée.

- **Déployer le capital humain:** Beaucoup a été fait sur ce terrain depuis notre premier rapport. Mais chacun ressent que des réels verrous subsistent, sans que l'on identifie clairement si l'issue est dans le déploiement de moyens supplémentaires ou dans des initiatives extrêmement locales.

- **Imposer le new deal intergénérationnel:** Les vieux sont au centre de l'après-crise. Ils contribuent à la croissance en consommant. Ils devront y contribuer davantage en travaillant plus, notamment pour apporter leur part au remboursement de la dette qu'ils ont laissé à leurs enfants depuis quarante ans.

- **Capter la croissance mondiale:** Les prochains mois verront les premiers effets de la "reversed globalisation", en d'autres termes la prise de contrôle d'entreprises françaises par des groupes originaires de pays émergents où la crise a été moins sensible et où la reprise a été plus vigoureuse et plus précoce. Ces nouvelles affaires du type Arcelor/Mittal vont susciter des traumatismes dans l'opinion. C'est pourquoi, au delà du nécessaire discours de conquête, il faut rechercher les moyens les plus adaptées de capter une part plus grande encore de la croissance mondiale.

23 Février 2010